Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) est un groupe autonome qui regroupe des personnes victimes, témoins et/ou concernés par la brutalité policière et tout abus perpétré par la police. Le collectif a vu le jour en 1995, par un comité de défense pour les personnes arrêtées suite à une manifestation contre Human Life International, un groupe d'extrême droite. Face à l'ampleur de la répression, du nettoyage social et de l'impunité toujours croissante sévissant à Montréal, le COBP a décidé de s'organiser sur une base permanente pour continuer sa lutte contre la brutalité policière.

Le COBP a pour but non seulement de dénoncer les harcèlements, violences, intimidation, arrestations et abus de pouvoirs policiers et d'informer les gens sur leurs droits face à la police, mais aussi de soutenir les victimes en les aidant par exemple à porter plainte en déontologie et à faire face à des accusations abusives.

Nous dénonçons les abus policiers commis au Québec. Nous avons aussi publié plusieurs brochures notamment sur la police de quartier, la police secrète et l'espionnage politique, et sur « La vaste escroquerie de l'anti-terrorisme canadien », brochure contre le système carcéral. Depuis 1998, nous avons diffusé environ 47 000 copies en français, anglais et espagnol du livret « Surprise! On a des droits?! », entre autres à la demande de groupes communautaires qui travaillent avec des gens de la rue un peu partout à Montréal et ailleurs au Québec. Nous faisons également de la recherche, des archives et des banques de données.

Le COBP fait régulièrement des ateliers d'information et de discussion sur les droits et les abus policiers, disponible sur demande. Nous faisons aussi du Copwatch, documentant les agissements de la police dans les rues à l'aide d'une caméra vidéo, appareils photo, en prenant en note les noms des policiers, matricules, numéros d'auto-patrouille, ce qu'ils ont dit et fait, etc.

Nous organisons des spectacles bénéfices et des conférences. Nous vendons pour nous financer des T-shirts, macarons, patches et « Compiles Anti-Flic ». Nous avons un site internet sur lequel nous publions et archivons de l'information sur les abus policiers, sur nos droits et sur les activités du COBP et autres groupes impliqués contre la brutalité policière.

On peut nous rejoindre en laissant un message sur notre répondeur à (514) 395-9691 ou par email à cobp@riseup.net

Site web: https://cobp.resist.ca/

#### The Collective Opposed to Police Brutality

(COBP) is an autonomous group that is made up of victims, witnesses and/or those concerned by police brutality and all abuse perpetrated by the police. The collective was formed in 1995 from a defense committee for people arrested after a demonstration against Human Life International, a far right group. In light of the increasingly intense repression, social cleansing, and impunity rampant in Montreal, the COBP decided to organize on a permanent basis to continue its battle against police brutality.

The COBP's goal is to not only denounce the harassment, violence, intimidation, arrests and abuse of power by police, but to inform people of their rights and lend support to victims by, for example, helping them to file a complaint in the police ethics system or deal with wrongful accusations. We denounce abuse by police here in Montreal and around the world in our publication "L'Agent Provocateur". We have also published several brochures, mostly on neighbourhood policing, secret police and political espionage, as well as on "The Great Canadian Anti-Terrorism Fraud". Since 1998, we have distributed over 47,000 copies of our booklet "Guess what! We've got rights?!" in French, English and Spanish to individuals and at the request of community groups that work with homeless here in Montreal and elsewhere in Quebec. We also do research and collect information for databanks and archives.

The COBP does regular workshops and discussions on rights and police abuse which are available upon request. We also do Copwatch, documenting the actions of police in the streets with the help of a video camera, regular cameras and by taking down the names, badge numbers, patrol car license plate numbers, what is said and done etc.

We organize benefit shows and conferences. We sell T-shirts, buttons, patches and "Anti-Cop Mix CD's" to help finance our work. We have a website on which we publish and archive information on police abuse, know-your-rights and COBP actions.

You can contact us by leaving a message on our voicemail (514) 395-9691 or by email at <a href="mailto:cobp@riseup.net">cobp@riseup.net</a>

Site web: <a href="https://cobp.resist.ca/">https://cobp.resist.ca/</a>



# LE JOURNAL DE 15 MARS 2019 — GRATUIT

# 23ÈME MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

# 15 MARS

LA JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

CARRÉ NORMAN-BETHUNE
MÉTRO GUY-CONCORDIA M 

O

**BOUFFE ET DISCOURS** 18H00

**MANIF** 19H00

PAS DE JUSTICE PAS DE PAIX! COBP.RESIST.CA





### Table des matières

Semaine contre la brutalité policière 3

Surprise! on a des droits!? 5

Appel à la manifestation contre la brutalité policière 2019 6

Callout for protest against police brutality

2019 7

STATEMENT: Coastal GasLink and RCMP Violating Gidimt'en Sovereignty and Own Agreement 8

Somos la Guardia Interétnica, Campesina y Popular del Centro Oriente de Colombia 9

NOUS SOMMES LA GARDE INTERETHNIQUE, PAYSANNE ET POPULARIRE DU CENTRE-EST DE COLOMBIE 10

We are the Peasants' and Peoples' Interethnic Guard of Centro Oriente, Colombia 11

Témoignage 13

Financer la matraque plutôt que le social 16

Ni justice, ni paix 17

Ni dans la tête, ni dans les rues 17

La matraque 18

La répression d'un mouvement populaire 19

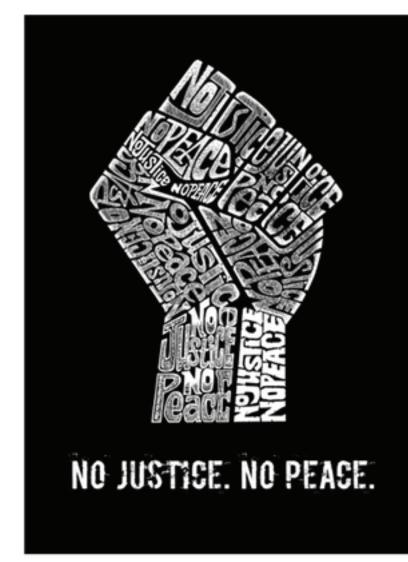
We've tasted YOUR WHIPS 20

« Nous sommes ce peuple! » 21

Le Plan d'action du SPVM 23

La répression judiciaire 26





Comme dit le proverbe populaire, « un chum c't'un chum »; le système judiciaire de ne juge pas de la même manière un des siens et une anarchiste qui s'oppose à son existence-même. Combien de camarades surjudiciariséEs avons-nous vu devoir se retirer de la lutte, de gré ou de force, pendant des années, afin de gérer tous leurs recours judiciaires? On nomme les flics assassins, les flics pourris, les flics racistes : pourquoi ne pas nommer aussi les juges venduEs?

#### 5. Feu aux prisons

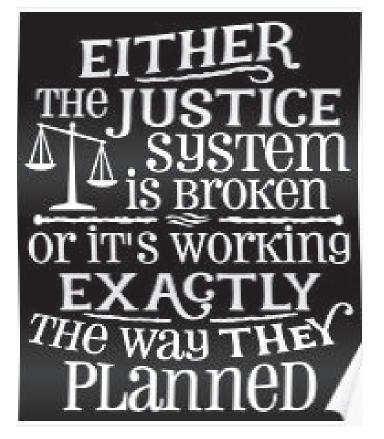
L'objectif de l'appareil répressif est d'emprisonner ses enemiEs. Non pas les enemiEs de la société, mais les enemiEs des personnes qui bénéficient du statu quo actuel. L'appareil répressif s'est attaqué, s'attaque et s'attaquera toujours aux personnes qui sont sur le chemin des riches et des privilégiéEs. Les autochtones sont dans le chemin de l'exploitation économique des régions? Les personnes racisées demandent leurs justes part? Ces personnes représentent la majorité de la population carcérale, alors qu'elles et ils ne sont qu'une fraction de l'ensemble de la population.

L'objectif du système judiciaire est de faire croire au public que les enemiEs de la classe dirigeante sont les enemiEs de la société. Les véritables enemiEs sont les personnes qui oppriment, exploitent et abusent de leur prochain. Et leurs chiens de garde sont toutes celles et ceux qui les protège.

Il ne peut y avoir de justice dans un système entièrement dédié à sa propre survie. Face à tous ces gardienNEs de la « loi » et de l'« ordre », quoi de mieux que la citation suivante, qui fête justement cette années deux demisiècles d'existence. Puisse-t-elle inspirer la résistance encore longtemps!

« L'ordre règne à Varsovie », « l'ordre règne à Paris », « l'ordre règne à Berlin ». Tous les demi-siècles, les gardiens de « l'ordre » lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces « vainqueurs » qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un « ordre », qui a besoin d'être maintenu périodiquement par de sanglantes hécatombes, va inéluctablement à sa perte.

- Extrait du dernier texte de Rosa Luxemburg, écrit le 14 janvier 1919, la veille de sa mort aux mains des forces de la répression.



## La répression judiciaire

flics ne représentent qu'un des multiples bras armés inconstitutionnels en toute connaissance de cause. d'un système plus vaste, qu'un chien de garde devant la Une ville couverte d'affichages publicitaires peut forteresse des privilégiéEs.

On ne peut donc pas parler de la répression policière sans parler de tout le système qui justifie son existence, soit le système judiciaire.

#### 2. Que fait le système judiciaire

Le rôle officiel de l'appreil répressif est de maintenir la « loi », de maintenir l'« ordre ». Mais de quel loi, de quel ordre s'agit-il ? C'est la loi des personnes possédantes, c'est l'ordre d'un statu quo enfoncé dans la gorge de milliards de personnes. L'objectif réel de l'appareil répressif est d'instiguer la peur dans la population, de faire craindre toute incartable en-dehors du « droit » chemin, un chemin tout tracé d'avance et qui nous mène droit dans le mur.

On nous répète sans cesse que si nous n'avons rien à 4. La justice n'est pas aveugle nous reprocher, nous n'avons rien à craindre du système judiciaire. Nous n'avons pas à craindre les armes de la police, les marteaux des juges, les barreaux de la prison, les caméras du gouvernement ... tout ça n'existe que pour celles et ceux qui voudraient s'opposer à l'ordre établi.

Or, lorsque l'ordre établi est inacceptable, toute résistance se heurtera à cet appareil sauvage et sanglant. Autant être préparé.

#### 3. Répression judiciaire moderne

Comment l'appareil répressif combat-il celles et ceux qui veulent l'abattre ? Lorsqu'il s'agit de cibler une personne en particulier, l'outil le plus utilisé en ce moment consiste à l'arrêter sur des motifs frivoles. Les accusations finiront par tomber, mais non sans plusieurs années de démarches difficiles et coûteuses. Et pendant ce temps, les accuséEs doivent respecter des conditions de libérations draconniennes: car même si les accusation originales étaient frivoles, il est ludicreusement facile pour un flic de convaincre un juge que la personne accusée a commis un « bris de condition ».

Un autre mécanisme passe par la passation de lois règlements immoraux. Les différents paliers à payer de 1100\$?

La répression n'est pas qu'une affaire de police. Les du gouvernement passent souvent des règlements donc interdire l'affichage d'événements politiques. Un gouvernement qui permet à des racistes de défiler peut décider d'interdire une contre-manifestation antiraciste. Après des années de contestations judiciaires, la loi ou le règlement fautif sera finalement battu ... pour être remplacé quelques semaines plus tard par un autre.

> Un mécanisme très populaire en ce moment est l'utilisation des injonctions. Peu importe la validité d'une action, il suffit au gouvernement de convaincre unE juge afin d'obtenir une injonction temporaire capable de tuer la lutte. Une étude ultérieure plus approndies pourra démontrer que cette injonction était injustifiée, mais il est trop tard : l'objectif est attein et l'action a été interrompue avant que l'« ordre» n'ait été affecté.

Parce que cette soit-disante « justice » est loin d'être aveugle. Les juges sont nomméEs, nourriEs et engraisséEs par un système qui cherche ainsi à préserver son existence. Combien de fois a-t-on entendu notre avocatE nous dire que notre cause était perdue d'avance par le juge untel y siège ? Comment ne pas y voir un biais inhérent du système ?

Parce que même quand les accusations sont frivoles, il arrive parfois que quelques-unes réussissent à coller. Même une accusation cousue de fil blanc pourra paraître comme un infâme complot dans l'oeil d'un juge vendu à l'ordre établi. Un juge dont l'objectif avoué est de sortir de la circulation les personnes qui conteste « son » système.

Les précédents nous en donne une idée : des personnes ayant bloqué une compagnie forestière en Colombie-Britannique dans les années '90s ont été condamnées à 45 jours de prison. Pendant ce temps, le PDG de SNC-Lavallin qui a plaidé coupable à plus de 200 millions de fraude, sera assigné dans sa luxueuse résidence pendant 20 mois. Comment aussi oublier le millionnaire Gilbert Rozon, condamné pour agression sexuelle, et qui obtient une absolution inconditionnelle et une amende

## Semaine contre la brutalité policière

Voici les événements de la semaine contre la brutalité policière du 8 au 16 mars 2019 !

8 mars : Show bénéfice pour la semaine contre la brutalité policière ! Bats in the Belfry / Robert Fusil et les chiens fous / Banitsa . 10pm - 5\$ au Traxide.

https://www.facebook.com/events/376168626536589/?active\_tab=about

11 mars: Stoppons la prison! Stop the prison! Discussion sur la construction d'une nouvelle prison pour migrant-es à Montréal, 18h30 - Atomic Café https://www.facebook.com/ events/1320598821411153/

12 mars: Lancement du journal « État Policier » avec invité-e-s. 17 h – Coop les Récoltes

15 mars: Bouffe et speech pré-manif. 18h à 19h - Carré Normand-Bethune. Métro Guy-Concordia. Organisé par Food Against Fascism.

15 mars : Manifestation annuelle contre la brutalité policière et sa police. 19h00 - Carré Normand-Bethune, Métro Guy-Concordia

15 mars-soir: Dans le cadre de la semaine contre la brutalité policière : HOOD RATS / LEATHER KIDS/TBA. 10pm - 5\$ au Traxide.

https://www.facebook.com/events/333534657369685/?active\_tab=about

16 mars: Projection de Trouble#18 ACAB avec sous-titres français – 19h00 Événement de clôture se la semaine contre la brutalité policière. https://www.facebook.com/events/410206106453205/?notif\_t=event calendar create&notif id=1550863424412311

\*Les aggresseurs-es sexuel-es ne sont pas les bienvenus-es dans aucuns de ces événements.\*



tout les événements peuvent être trouvé au liens suivant: https://www.cobp.resist.ca/fr/ node/13505

# JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES



# MANIFESTATION À 13H

DÉPART DE LA PLACE GUICHARD (LYON)

Signataires : Comité Vérité et Justice pour Mehdi, Comité Vérité et Justice pour Bilal, Comité Justice et vérité pour Wissam, Collectif Dar HARRAGA, Groupe antifasciste Lyon et Environs..... sans pour autant s'attaquer aux discriminations structurelles, celles qui encadrent la manière de faire du policing sur le territoire montréalais. Il faudra donc compter sur un changement de régime dans les pratiques policières qui tiennent compte de la fracture historiquement créée entre l'institution policière et les citoyenne-s des groupes racisés.

#### Regagner la confiance

Il faut mettre un plan d'action dont l'essence même sera le (re)gain de confiance des groupes racisés envers la police. D'autant plus que le SPVM devrait se présenter comme l'acteur principal dans la reconstruction de ce lien, il doit faire part de ses intentions de changer ses manières de maintenir l'ordre, autant qu'il doit reconnaître les torts causés par le profilage racial au cours des années précédentes. Lorsque le lien abîmé par le profilage racial sera au centre des préoccupations de ce plan d'action, lorsqu'on s'attardera à réparer le sentiment d'injustice créé par les abus policiers par des mesures positives, là et seulement là, nous pourrons croire le SPVM lorsqu'il prétendra prendre au sérieux la question du profilage racial.

Enfin, tous ces éléments laissent croire que nous assistons à une continuité de la contre-réaction policière au problème de profilage racial. La réponse du SPVM suit un continuum de minimisation quant à son rôle dans les structures reproductrices de racisme au sein la société québécoise. Du moins, rien à l'Hôtel de ville le mois dernier n'a laissé entrevoir une intervention aux racines même du problème. Camoufler le problème et neutraliser les réactions du public, telle semble avoir été la stratégie privilégiée par le SPVM, dont le plan d'action manque clairement d'ambition lorsqu'on regarde la grosseur du travail à faire pour répondre efficacement au problème du profilage racial à Montréal.

Je remercie Anne-Marie Livingstone ainsi que Layla Belmahi du collectif #MTLsansprofilage pour leurs précieux conseils au cours de la rédaction de cet article.

sommes pourtant réunis pour parler de profilage racial) n'est pas hors de signification.

À de nombreuses reprises M. Caron a mentionné l'importance de ne pas céder à la lutte contre la criminalité, considérant que la nuance entre celle-ci et le profilage racial était mince. Mais ce discours est idéologique, car depuis l'apparition de la gestion des risques au sein de la culture policière, la lutte contre la criminalité s'est avérée être la pierre angulaire des discours brimant les droits constitutionnels. Et le profilage racial est un des produits finis de cette culture gestionnaire des risques ; au nom de la sécurité du public, il nous faudrait concéder quelques droits, piler sur quelques-uns de nos idéaux et convictions en tant que société. Abordé ainsi, nous devenons soumis à un faux-dilemme dangereux et hypocrite : la sécurité du public ou la protection de droits fondamentaux ? Mais jamais nous ne devons accepter de traiter du profilage racial comme l'une des formes acceptables ou nécessaires du profilage criminel. La lutte contre la criminalité doit reposer sur des facteurs qui sont objectifs, neutres et dépourvus de discrimination. De surcroit, le profilage racial n'a aucun lien avec le profilage criminel et il ne devrait donc jamais être sous-estimé ; ni même à nuancer.

#### Un manque de transparence

C'est aussi en ayant esquivé à de nombreuses reprises les termes de «racisme systémique» et «discriminations» qu'on a senti une banalisation ainsi qu'une minimisation du problème de la part des représentant-e-s du service de police. L'importance de prendre en compte la parole des personnes issues des groupes racisés, particulièrement lorsque nous faisons face à une problématique qui les touche directement, ne semble pas avoir interpellé le SPVM. Qu'aucun des deux chercheurs initialement engagés ne soit membre d'une communauté visible témoigne de leur manque de volonté de rendre compte du problème de racisme au sein de l'institution. Le SPVM n'a aussi pas jugé nécessaire d'avoir un représentant-e racisé-e pour présenter ce plan d'action, mettant en relief le manque de représentation des différents groupes culturels au sein des sphères supérieures de l'organe policier. [Le SPVM était à la recherche d'un-e troisième chercheur-e racisé-e suite à des pressions provenant de groupes antiracistes]

Par ailleurs, bien que la transparence semble avoir été le mot d'ordre du SPVM, plusieurs miliant-es et activistes sur place, dont Anastasia Marcelin, qui milite au sein de la Ligue des Noirs, ont déploré le manque de transparence dont fait part le SPVM. Notamment, lorsqu'il refuse catégoriquement de publier les données brutes reliées aux arrestations et aux interventions policières. En réponse à ces critiques, le SPVM a préféré rester flou quant aux dispositions reliées aux données des interventions ; le critère de la race ne serait pas toujours pris en compte lors des rapports complétés par les policier-ère-s. Affirmation qui a été remise en doute par plusieurs. S'il est avéré que le SPVM ne cumule pas le critère de la race lors des interventions, qu'est-ce qu'il attend pour le faire ?

Le grand public n'aura donc accès qu'à des observations traitées par des chercheurs engagés par le SPVM, remettant donc en question la transparence dont il se font pourtant les fiers promoteurs. Il devrait être exigé dans une société démocratique [qui doit rappeler, elle-même, à son cadre policier, ses dérives] que les citoyen-ne-s aient accès sans contrainte ou restriction aux données brutes reliées aux arrestations tout en conservant l'anonymat des personnes interpellées.

#### Une procédure unique pour un système à deux vitesses

Parmi les attentes du public face au SPVM, des sanctions sévères contre les policier-è-s délictueux étaient notamment attendues. Un véritable effort de dissuasion se devait d'être mis en place pour décourager tout-es policièr-e-s de discriminer un-e citoyen-ne en fonction de la race. Le SPVM a semblé plutôt mettre l'accent sur l'éducation de ses policier-ère-s, à l'aide d'une formation continue pour qu'enfin la discrimination basée sur le critère de la race disparaisse. Ainsi, une procédure unique qui encadrerait les interventions policières neutraliserait la possibilité discriminatoire. Or, le lien entre les jeunes des communautés visibles et la police est détérioré et il mérite que nous lui apportions une attention particulière, que nous l'abordions avec des mesures spécifiques qui tiennent compte de l'historicité des rapports entre policiers et minorités racisées. La relation entre les personnes blanches et la police est aujourd'hui intrinsèquement différente de celle des gens issus des communautés racisées qui vivent le profilage racial depuis des années.

Avoir une intervention unique à un système historique à deux mesures est un faux-pas. Le problème de racisme étant systémique, il dépasse le caractère tangible de la discrimination. Il est interne et diffus et il est faux de croire qu'une formation pourra changer drastiquement la situation. Certes, ces formations pourront aider, elles pourront probablement modifier certaines pratiques individuelles chez les policier-ère-s, mais

# Surprise! on a des droits!?

#### Identification

Absolument rien n'oblige une personne à adresser la parole à la police. Si unE policierÈRE procède à une interpellation, on peut faire la sourde oreille et continuer paisiblement son chemin. Si celui/celle-ci insiste et demande à une personne de s'identifier ou de le/la suivre, il faut poser la question «Est-ce que je suis en état d'arrestation?» Si ce n'est pas le cas, on lui dit poliment mais fermement qu'on ne désire ni s'identifier, ni le/la suivre.

# <u>Attention!</u>, il y a des éxceptions, plus de détails dans la brochure complète.

Selon son propre code de déontologie, unE flic est obligéE de s'identifier et/ou de porter une marque d'identification. On ne doit pas hésiter à lui demander son identification, même si on n'obtient pas la réponse qu'on attend.

#### Arrestation

À moins qu'une personne ne soit accusée d'un crime, la police n'a pas le droit de la détenir ou de l'arrêter. Personne n'est obligé de suivre les policierÈRES, de leur obéir ou de leur parler s'il n'y a pas d'arrestation.

La police peut par contre détenir une personne MOMENTANÉMENT pour lui remettre un constat d'infraction ou pour des fins d'enquête. La personne détenue n'a aucune obligation de répondre aux policierÈREs au-delà des questions servant à vérifier son identité. Cette détention doit être brève et peut impliquer une fouille sommaire.

#### Pièces d'identité

Les lois canadiennes n'exigent pas que les citoyenNEs portent sur eux des pièces d'identité, mais en avoir pourrait vous éviter un tour au poste en cas d'infraction mineure.

#### Être en état d'arrestation

Je suis accuséE de quoi?

Si une personne est en état d'arrestation, la police est légalement obligée de lui dire de quoi elle est accusée. Il faut demander à la police quels sont les chefs d'accusation. Dans le cas des manifs, les accusations les plus courantes sont: méfait, voie de fait, entrave au travail d'unE policierÈRE, troubler la paix, attroupement illégal.

En état d'arrestation, on doit fournir :

- Son nom et prénom
- Son adresse complète
- Sa date de naissance

Dans la majorité des cas, on va devoir signer une promesse de comparaître. Il faut la lire attentivement avant de la signer, et exiger une copie.

#### Une règle d'or: le droit au silence

À part les informations mentionnées ci-dessus, on doit garder le silence. Une personne détenue ne devrait absolument rien dire d'autre à la police. Pour le reste, se contenter de «je n'ai rien à dire» ou demander à parler à son avocatE. Toute autre information pourrait être retenue contre toi ou tes amiEs.

#### Noter les détails de l'arrestation

La police est obligée de s'identifier. On mémorise leurs noms et leurs matricules qui sont normalement indiqués sur les badges qu'ilLEs portent sur leur veste. Si les policierÈREs refusent de s'identifier, on doit garder en mémoire leur apparence physique (corpulence, couleur des cheveux, tout trait distinctif), le numéro de la voiture de police (les deux premiers chiffres indiquent souvent le poste de police), ainsi que l'heure de l'arrestation.

Si unE amiE se fait arrêter, on note l'identité des policierÈREs qui procèdent à l'arrestation. Il faut aussi prendre en note les noms des témoins de l'arrestation et des personnes qui pourraient avoir filmées l'évènement ou pris des photos.

#### **Arrestation sans mandat:**

On peut être arrêtéE sans mandat dans les situations suivantes :

- Si on est pris en flagrant délit ;
- Si la police a des 'motifs raisonnables de croire" qu'on vient de commettre un délit ou qu'on est sur le point de commettre un acte criminel;
- Si c'est le seul moyen de nous empêcher de continuer l'infraction ;
- Si la police a des raisons de croire qu'il y a un mandat contre une personne, des tickets impayés, par exemple.

#### Arrestation avec mandat

Un mandat d'arrestation est un papier que la police obtient d'unE juge. Si on demande à voir le mandat, la police est obligée selon la loi de le montrer. Il doit au moins comporter le nom, la description du délit, il doit être daté et signé par unE juge.

#### ATTENTION! CECI EST FORTEMENT ABRÉGÉ,

voire la brochure Surprise! On a des droits!? complète

Francais:



English:



# Appel à la manifestation contre la brutalité policière 2019

Comme à chaque année, le COBP organise une semaine contre la police et sa brutalité débutant le 8 mars jusqu'au 16 mars 2019.

La dénonciation de la brutalité étatique doit se poursuivre, que cette brutalité soit policière, judiciaire ou politique. Surtout que la dernière année a encore été marquée par la même répression.

Y a-t-il eu une justice pour Nicholas Gibbs, assassiné en pleine rue à Montréal par des soi-disant «gardiens de la paix»?

Y a-t-il eu une justice pour les personnes migrantes à qui on refuse de donner le niveau de vie que les compagnies canadiennes leur ont volé dans leur pays d'origine?

Y a-t-il eu une justice pour les peuples d'Unist'ot'en et de Wet'suwet'en, arrachés à leurs terres une énième fois de suite ?

Y a-t-il une justice pour les écologistes d'ici et d'ailleurs, emprisonnés pour avoir bloqué des projets qui mènent à notre propre destruction ?

Y a-t-il une justice pour toute les minorité, qu'elle soit racisée, religieuse, queer et/ou autochtone, alors qui ces personnes sont constamment profilées, judiciarisées et emprisonnées par un système qui cherche à effacer leur existence?

Une lutte active contre la police est d'abord une lutte anticoloniale, antiraciste, féministe, queer, et inter sectionnelle.

Parce que le système judiciaire, le système politique et ses chiens que sont la GRC, la SQ et le SPVM n'ont rien à faire des minorités. Ils n'existent que pour satisfaire aux besoins des mieux nantis. Leur rôle n'a rien à voir avec la justice, et tout avec la défense de la forteresse des privilégiéEs. Une forteresse qui, à chaque jour, est de plus en plus insoutenable, de plus en plus inacceptable.

Il ne peut y avoir de paix dans un système qui accumule les actes injustes et refuse de l'admettre. C'est un instantané de l'injustice construite en système. Et une société injuste est une société qui ne peut pas être paisible.

C'est pourquoi, nous vous invitons aux activités de la semaine contre la brutalité policière ainsi que celle de la journée du 15 mars débutant à 18h avec bouffe organisé par Bouffe contre le fascisme / Food Against Fascism - Montréal et prises de parole au Carré Normand-Bethune, suivi à 19h de la manifestation annuelle contre la brutalité policière et sa police au même endroit.

#### PAS DE JUSTICE ? PAS DE PAIX!

\*En tant qu'organisation nous reconnaissons que tout les événements de la Semaine contre la brutalité policière ont lieu sur le territoire Kanien'kehá:ka non cédé Tio'tia:ke, ici sur l'île de la Tortue. En tant qu'organisation, nous exprimons notre solidarité envers les communautés autochtones locales et mondiales qui luttent pour leurs droits et nous honorons les gardien.ne.s de ce territoire.

\*\*Les agresseurs-es sexuels-elles ne sont pas les bienvenus-es aux activités\*

http://cobp.resist.ca

cobp@riseup.net



## Le Plan d'action du SPVM

Karl Beaulieu Le 12 janvier 2019

Le 11 décembre dernier, le SPVM présentait son plan d'action pour lutter contre le profilage racial et social intitulé :« Écouter, comprendre, agir : plan stratégique pour soutenir le SPVM en matière de prévention du profilage social et racial ». Divisé en quatre axes et neuf actions, ce plan d'action concerne autant l'information, le renouvellement des compétences, l'inclusion, l'égalité, la confiance de la population que la transparence des actions. Il se veut une tentative de venir encadrer les policier-ère-s quant à leurs pratiques, pour tenter d'y extraire toute forme de profilage social ou racial.

Une tentative, disons-le, car le plan d'action proposé par le SPVM en décembre dernier pose problème à plusieurs niveaux, en commençant par le manque de reconnaissance de son caractère systémique. Car, si reconnaissance il y avait eu, on aurait pu compter sur une collecte des données transparente et accessible au public, menée par des chercheur-es racisées. En parallèle, on aurait pu espérer de nouvelles mesures concrètes et dissuasives pour contrer le profilage. Enfin, une procédure qui tient compte de l'historique du profilage racial à Montréal aurait sans doute laissé espérer un rapprochement entre les jeunes des groupes racisés et le corps policier.

#### 15 années de mesures timides

Rappelons tout d'abord que les premières formes de consultation entourant le profilage racial au sein de l'institution du SPVM datent de 2003 et que les premières balises concernant les discriminations raciales dans le travail des policier-ères ont été mises en place au milieu des années 80. C'est donc dire que l'enjeu n'a rien de nouveau, si ce n'est la médiatisation dont il a fait l'objet au cours des dernières années. Les mesures proposées par le SPVM, au cours des quinze dernières années, se sont présentées comme assez timides. Depuis 2003, le SPVM nous a parlé d'encadrement, de rediriger le tir, des mesures qui n'impliquent aucune action concrète, ni force exécutoire. On nous a parlé de dérives isolées ou d'erreurs de parcours chez quelques rares policier-ères, évacuant chaque fois le caractère systémique de la discrimination raciale qui pourtant afflue dans toutes les sphères de la pratique policière montréalaise. La publication du rapport #MTLsansprofilage, rendu public le mois dernier nous laissait donc enfin présager un tournant décisif au sein du SPVM. Ce rapport d'envergure a mis en lumière l'importance du profilage racial dans les pratiques policières, tout en soutenant les conséquences de ce fléau sur les jeunes des communautés racisées, à savoir un sentiment d'insécurité, une méfiance envers les forces de l'ordre, ainsi qu'une dévalorisation de leur identité propre. Il se devait donc d'être suivi par des changements structurels d'importance. Tel n'a pas été le cas. La déception était donc vive le 11 décembre dernier, à l'Hôtel de ville, alors que le public a été confronté à un plan qui manque d'ambition, laissant paraître un réel décalage entre la gravité du problème et la faiblesse des solutions établies par le SPVM.

#### Un manque de reconnaissance

Les citoyen-nes exigent aujourd'hui que nous réagissions au problème proactivement. Will Prosper, documentariste et activiste, s'est désolé lors de la période de commentaires. Rien n'a réellement changé avec ce type de mesures depuis le plan d'action présenté il y a 15 ans : pourquoi devrait-on croire que ces mêmes mesures changeront quelque chose aujourd'hui ?

Il y a quelques jours à peine, le chef du poste de quartier St-Michel, Marc Lauzon se disait « excessivement surpris » d'apprendre l'existence de profilage racial dans son secteur, alors que nous savons depuis longtemps que St-Michel s'avère être l'un des quartiers les plus touchés par le profilage racial. Comment donc croire le SPVM lorsqu'il nous dit vouloir régler le problème lorsque nous semblons assister à de l'aveuglement volontaire de la part des cadres policiers ?

La résolution d'une problématique sociale passe nécessairement par la reconnaissance de celle-ci. Que Sylvain Caron, nouveau chef du SPVM, nous dise qu'il faut attendre les résultats de l'étude indépendante menée par deux chercheurs [engagés par le SPVM] avant de pouvoir conclure qu'il y a existence de profilage racial rend compte du problème de reconnaissance. D'autant plus que ce choix de mots témoigne de l'ignorance des études menées à ce sujet par des experts et des intervenants psychosociaux qui pointent du doigt, depuis longtemps, la présence de profilage racial à Montréal. Que des acteurs des sphères supérieures de la police nous répètent à nombreuses reprises l'importance de la lutte contre la criminalité (lorsque nous

 $\overline{\phantom{a}}$ 

sodomisée, battue, rabaissée, abusée, contrôlée au faciès, emprisonnée.

En 2005, Poum en eu marre, a mis le feu et s'est immolé. Peine perdue, Pim et Pam regardaient crédules leur petit écran leur racontant l'histoire d'une jeunesse sauvage et incontrôlable. Etat d'urgence, répression, oppression, prison et pour les familles endeuillées, un déni de justice qui, à l'oraison des morts, sonne comme une nouvelle humiliation. Alors oui, ça ne l'a pas du tout étonné, Poum, quand les militants et les civils se sont mis, à leur tour, à goûter de la matraque.

Car c'est ainsi, et depuis toujours, que Poum sait, en toute conscience, que l'Etat Français exerce un pouvoir autoritaire et raciste.

De loin en loin, dans les brumes de l'histoire, les hommes en bleu font des rafles pour remplir des vélodromes et des trains, avec la même obéissance aveugle, la même servitude qui aujourd'hui leur servent de bouclier pour réprimer leurs pères, leurs mères, leurs frères et leurs sœurs, toute honte bue !!!

Et dans le ventre mou de la bête, la collaboration des effrayés, l'inaction des gens de bien.

Quand la dictature revêt les habits de la démocratie, c'est toujours sur la police qu'elle s'appuie pour se maintenir au pouvoir.

Aujourd'hui, en France, le libéralisme, qui voulait nous faire croire qu'il était liberté, arrive au bout d'un processus. Il nous a dépossédés de presque tout : nos biens communs, nos emplois, notre argent, notre santé, notre éducation, notre culture, nos droits. Il protège les voyous et harcèle les rares medias qui osent encore parler vrai. Il nous toise et nous méprise, il nous donne à manger du poison, il dévaste la terre, il sacrifie nos enfants et obscurcit l'avenir.

Il comptait sur la division pour durer. Peut-être même espérait-il que nous finirions par nous entretuer tandis qu'il partirait sur la pointe des pieds en emportant la caisse.

Mais il n'a pas pu nous ôter notre colère et notre dignité.

Aujourd'hui, en France, nous avons les yeux ouverts. Nous avons les yeux ouverts !!!!

Si nous n'étions pas sur le même bateau, nous savons désormais, dans nos tripes, que nous sommes dans la même galère et qu'elle peut voguer, loin, jusqu'à atteindre, pour le saborder, le paquebot de luxe de nos oppresseurs communs!

Et nous saurons nous faire la paix pour mener ensemble cette lutte des classes, pour la justice!

Un peuple unit ne sera jamais vaincu, dit-on.

Nous sommes ce peuple! Et nous sommes courageux!

Quartiers populaires, militants, gilets jaunes, solidaires!

A vos côtés toujours, avec Amour et Rage!

L'Orchestre Poétique d'Avant-guerre - O.P.A (Texte libre de droit, diffusé sous Creative Commons)

orchestre.poetique.bx@gmail.com

http://www.opa33.org/ https://www.youtube.com/user/33OPA/

https://soundcloud.com/opa-bordeaux et sur Facebook

# Callout for protest against police brutality 2019

As is the case each year, the COBP organizes a week against police brutality which starts on March 8th and ends on March 16th, 2019.

State brutality must be denounced, whether this brutality is coming from police, politicians or judges. Especially considering the massive over reach of the criminal injustice system this year alone.

Was there any justice for Nicholas Gibbs, assassinated in broad daylight? By those so-called "peace officers?"

Is there any justice for the migrants? For which we refuse to give the quality of life that was stolen from them by canadian companies abroad?

Is there any justice for the people of Unist'ot'en and Wet'suwet'en? Taken away yet another time from their ancestral lands?

Is there any justice for environmental activists? Imprisoned for blockading projects leading to our own destruction?

Is there any justice for all minorities, whether racial, religious, queer and/or native, which are constantly profiled and imprisoned by a system trying to erase their very existence?

Because the judiciary system, the political system, and their state agent lapdogs (RCMP, SQ and SPVM, etc.) have nothing to do with protecting minorities. Their role is to answer to the needs of the better off: the rich and privileged. Their role has nothing to do with justice, and all with the defence of the castle of the privileged. A castle which is, every day, less sustainable, and less acceptable.

There cannot be peace in a system who keeps acting unjustly and refuse to admit it. It is a sanpshot of justice built as a system. And an unjust society cannot be peaceful.

This is why we invite you to the activities of the week against police brutality along with the one of March 15th. The March 15th event takes place at Norman-Bethune Square and starts at 6PM with food organized by Food Against Fascism, along with speeches. The annual protest against police brutality will start at 7PM at the same place.

#### NO JUSTICE? NO PEACE!

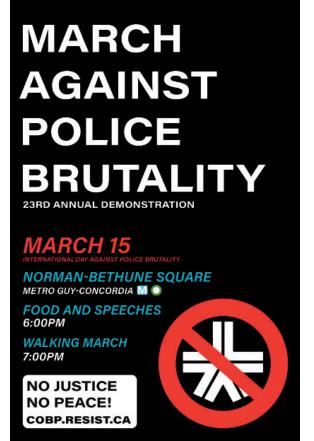
\* As an organization, we recognize that all the events of the Week against police brutality take place on unceded Kanien'kehá:ka territory of Tio'tia:ke, here on Turtle Island. As an organization, we express our solidarity with local and global native communities in their struggles for their right and we honor the guardians of this territory.

\*\*Sexual abusers are not welcome to the activities\*

The COBP

http://cobp.resist.ca

cobp@riseup.net



# STATEMENT: Coastal GasLink and RCMP Violating Gidimt'en Sovereignty and Own Agreement

January 28, 2019 – Over the weekend Coastal GasLink willfully, illegally, and violently destroyed Gidimt'en cultural infrastructure and personal property on Gidimt'en territory without our consent. This was our infrastructure to be on our land and exercise our land-based culture. Coastal GasLink's attack on our cultural practices - with RCMP's active complicity - is an attack on our sovereignty and an attack on our way of life.

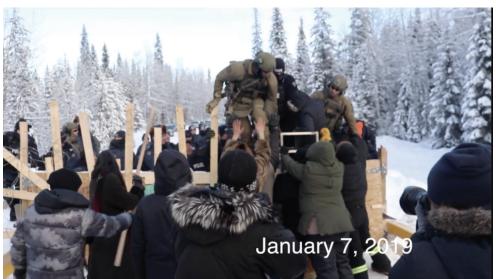
This is an area, at 44 km, where Coastal GasLink have not obtained permits and is not even included in their proposed plans. Coastal GasLink did not provide any copies of permits for work to be undertaken in Gidimt'en territory, nor does our cultural infrastructure constitute an 'obstruction' within the limits of the interim injunction. Therefore, Coastal GasLink has no permits, authority, or legal rights to dismantle our cultural site or property. They illegally destroyed Gidimt'en cultural infrastructure and property with the support of the RCMP, who watched this happen and acted as industry's private bodyguards. The RCMP have been notified of Coastal GasLink's illegal activity under their own law, and the Wet'suwet'en Access Point on Gidimt'en territory is pursuing criminal charges into destruction of property and mischief by Coastal GasLink.

This state and industry-enforced violence is happening just two weeks after militarized RCMP descended onto our unceded Gidimt'en territories to enforce a colonial court injunction. Unarmed and peaceful women and elders were faced with heavy assault rifles and the RCMP trespassing and invading on our unceded territories. Fourteen were arrested. One of those arrested was Gidimt'en Clan spokesperson Molly Wickham. This is a form of violence against Wet'suwet'en women, that is further violence on Wet'suwet'en lands and sovereignty.

Under 'Anuc niwh'it'en (Wet'suwet'en law), all Wet'suwet'en Clans have said no to Coastal GasLink and all pipelines on unceded Wet'suwet'en territories. The 22,000 square km of Wet'suwet'en Territory is divided into 5 clans and 13 house groups. Each clan within the Wet'suwet'en Nation has full jurisdiction under their law to control access to their territory. The Hereditary Chiefs are the Title Holders and maintain the authority and jurisdiction to make decisions on Wet'suwet'en lands. Coastal GasLink/TransCanada has not received free, prior, and informed consent from or made any agreement with our Hereditary Chiefs to do work on Wet'suwet'en lands.

The whole world is watching and standing with us. Canada knows that its own actions are illegal. Our Wet'suwet'en Hereditary Chiefs have maintained their use and occupancy of their lands and hereditary governance system to this date despite generations of colonial policies and big industries that aim to remove us from this land, assimilate our people, annihilate our culture, and ban our governing system. We live out our laws and cultural practices on our lands. Our medicines, our berries, our food, the animals, our water, our culture are all here since time immemorial. We will never allow Gidimt'en sovereignty to be violated.

Wet'suwet'en Access Point on Gidumt'en Territory



Bordeaux, le 7 février 2019, 06h18

France - Pim, Pam, Poum ... Prises de conscience brutale de l'existence d'un régime autoritaire

## « Nous sommes ce peuple! »

Pim, Pam, Poum étaient dans un bateau... Pam et Poum étant déjà tombés à l'eau, il ne restait plus que Pim....

Pim pensait, il n'y a pas si longtemps encore, que la police française était là pour protéger les honnêtes citoyens cernés de sauvageons, de racailles et autres islamistes radicaux (qui sont d'ailleurs souvent les mêmes), de zadistes crasseux qui vivaient, rendez-vous compte!, dans des cabanes.

boum », grenades, chars, répression, prison, expulsion, surveillance, et un mort plus loin, ah ben oui, ça ne l'a pa surpris, Pam, quand L'Etat s'en est pris aux civils!

Un peu plus tard, en 2016, il avait manifesté contre une loi détricotant ses droits de travailleur laborieux

Après l'avoir applaudie au fil des attentats et s'être convaincu de son efficacité, Pim vivotait sans se révolter mais accumulait, peu à peu, une colère qui finit par déborder. C'est qu'à force de le tondre et de le plumer, de fin de mois commençant de plus en plus tôt en début de mois, de services publics dévastés par des casseurs en costume et bien cravatés, à force de tirer la langue,

de grimacer à chaque passage en caisse tandis que les plus riches devenaient toujours plus riches, à force de se tuer à la tâche, de se tuer de n'avoir pas de tâche, à force, à force. la goutte



# « Nous sommes ce peuple!»

de trop! Et Pim décide de descendre dans la rue avec des milliers d'autres, pour dire son mécontentent, pour protester contre la baisse constante du pouvoir de vivre.

Novembre 2018, partout dans ce beau pays de France, là où nous dit-on les Droits de l'Homme (blancs) ont vu le jour, Pim et ses amis défilent, joyeusement colorés, au chant de La Marseillaise, sans jamais se méfier. « La police avec nous ! » est scandé, laissant Pam et Poum déjà tombés, pantois.

Las, c'est le « boum boum » des bombes qui arrachent et déchirent, la détonation des cracheurs de balles qui éborgnent, l'âcreté des lacrymos, les chars, les canons à eau ; ce sont les coups, de matraques, de poings, de pieds ; les insultes, les arrestations, abusives, préventives, de masses, les nasses, les traques ; ce sont les gardes à vue, les comparutions immédiates, les procès, les peines de prison, ferme, avec sursis, les amendes, les perquisitions ; ce sont les mises sous surveillance, le fichage, la censure mais aussi une morte qui répondent à Pim et à ses amis qui jusque là tendaient la main.

Que policiers et gendarmes s'empressèrent de leur

#### couper!

C'est ainsi et assez brutalement que Pim prit conscience que L'Etat Français exerçait un régime autoritaire...

Pam, lui, était tombé quelques temps plus tôt, en deux vagues. C'est que pour Pam, ça faisait un bon moment déjà que sa colère avait débordé. En 2009, amoureux de la nature, il avait, avec ses amis, investit, pour les défendre, des zones humides menacées par divers projets totalement inutiles et honteusement coûteux. « Boum boum », grenades, chars, répression, prison, expulsion, surveillance, et un mort plus loin, ah ben oui, ça ne l'a pas surpris, Pam, quand L'Etat s'en est pris aux civils!

Un peu plus tard, en 2016, il avait manifeste contre une loi détricotant ses droits de travailleur laborieux, toujours au profit de qui vous savez, tandis que ses enfants bloquaient les facs et s'insurgeaient. Et toujours ce même « boum boum », cette même répression, ces coups qui marquent là, bien profond dans la chair, pendant qu'en douce, on votait des lois pour lui ôter toute liberté d'expression.

C'est ainsi et assez brutalement que Pam avait pris conscience que L'Etat Français exerçait un régime autoritaire...

Poum, lui, n'avait tout simplement pas pu

21

monter dans le bateau. Ces ancêtres, oui, pour aller ramasser du coton, mais depuis, pas question. Pour tomber sur les premières lignes de front des guerres, oui ; pour reconstruire le pays en ruine, oui ; pour la colonisation, oui ; pour la décolonisation, oui ; puisqu'on peut la remplacer par la Françafrique et continuer à sucer la moelle ; oui pour ramasser nos poubelles, oui pour balayer nos rues, oui pour alimenter nos peurs.

Mais pour le reste... Ascenseur social définitivement en panne, plafond de verre impossible à percer, parqué dans des quartiers dits populaires ; en vérité plutôt impopulaires aux yeux du reste de la population ; Poum n'en avait pas fini avec l'amère patrie. Depuis des décennies maintenant, sa jeunesse meure par dizaines dans les commissariats, au bout de courses poursuites, étouffée dans des camions de police, électrocutée pour échapper aux ombres en uniforme, fauchée dans l'innocence,

en petite quantité, mais assez grande pour faire des blessures de guerres si mal utilisées.

Le décompte des blessé(e)s graves recensé par le collectif « Désarmons-les » depuis le début du mouvement est terrifiant:

Notre décompte provisoire des mutilations définitives établit donc le bilan suivant :

1 personne a été tuée (grenade lacrymogène)

5 personnes ont eu la main arrachée (grenades GLI

20 personnes ont été éborgnées (balles de LBD 40 et grenades de désencerclement)

1 personne a perdu définitivement l'audition (grenade) Outre les mutilations définitives, on compte aussi :

Plus de 140 blessés.e.s graves

Plus de 2000 blessé.e.s

8400 arrestations

7500 gardes à vues

1800 condamnations, dont 380 condamnations sur le

La manière dont Macron gère les choses me répugne

Je suis en soutiens et en solidarité avec tous.tes les blessé.e.s et arrêté.e.s de l'État policier maintenant implanté en France.

Courage, ne lâchez rien S-O-L-I-D-A-R-I-T-É.

## We've tasted YOUR WHIPS

- Norman Nawrocki

(from his collection, Agitate! Anarchist Rants, Raps, Poems, Les Pages Noires, Montreal, 2015, page 16.)

We tasted your whips

when we went on strike in the gold mines

of ancient empires

or while building the Pyramids

We tasted your swords

when we freed ourselves as slaves

fighting against your imperial armies

We tasted your lances

when we tried to unseat you off your horses

during our peasant rebellions

We tasted your cannon balls

in the cobblestoned streets of cities and towns

when we organized our urban insurrections

We tasted your birdshot

when we rebelled in the mines, fields and jungles

of the colonies against your colonialization

We tasted your cannon and machine guns

when we resisted other colonial settler armies

occupying and stealing our land

We tasted your bayonets and gunfire

when we staged our general strikes

around the world

We tasted your billy clubs

when we demonstrated, marched and

occupied offices duri#ng the Great Depression

We tasted your fires

you set to burn us out of our homes

because you dislike the colours of our skin

We tasted your tear gas and weaponry

when we tried to defend our native land

or stop your pipelines

Today we taste your pepper spray, riot sticks, fists,

water cannon and projectile poisons,

tasers, rubber and lead bullets

in the streets everywhere

every time we fight for our rights

If this is the price of freedom

it's never been enough to stop us

The day is coming when you will taste

our rage unleashed

because we're still hungry

for justice

# Somos la Guardia Interétnica, Campesina y Popular del Centro Oriente de Colombia

Somos las raíces indígenas, afros, campesinos y de ciudad.

La Guardia interétnica campesina y popular es una formación del 10 al 16 de septiembre de 2018, que expresión que nace de la necesidad de defender los contó con la participación de las 17 comunidades derechos territoriales, colectivos y humanos en el marco del proceso de la lucha reivindicativa liderado por las comunidades del Centro Oriente de Colombia. Las primeras expresiones que se vivieron allí y dieron vida a la Guardia Interétnica se remonta a las movilizaciones en los años 50, 60 y 70, más específicamente en el paro cívico del Sarare, en donde el pueblo movilizado para mantener la disciplina y afrontar las agresiones del Gobierno, constituyó la Guardia Cívica del Sarare, posteriormente en la década de los 80 y el 2000 se fue retroalimentando de las diferentes luchas populares.

Para los años 2000 en el marco del proceso de unidad y solidaridad entre el campesino y el indígena, se tiene la primera experiencia de la Guardia Interétnica, donde U'was y campesinos se movilizaron en defensa de la madre tierra y en contra del saqueo de la empresa multinacional OXY. Fue así como en el 2014, 2015 y en el 2017 se da el primer ejercicio de recuperación la Guardia Interétnica, demostrando que es la única forma de contrarrestar la arremetida del Estado colombiano que violenta los derechos de campesinos e indígenas.

En el marco del proceso de consolidación de la Guardia se proyecta el fortalecimiento e institucionalización a La Guardia Interétnica Campesina y Popular se través del proceso de formación de la misma, por ello desde la Nación U'wa y el Movimiento Político de Masas Social y Popular del Centro Oriente de Colombia, se realizó el primer evento de escuela de formación de la Guardia Interétnica Campesina y Popular en homenaje a Arley Mogollón, Buakubo Tegría, Álvaro Salón, para defender, proteger y, salvaguardar los territorios de las comunidades indígenas, campesinas, afros y de centros urbanos, teniendo siempre como principios la conlleva a salvaguardar los derechos del pueblo y el hermandad y fraternidad entre pueblos en esta gesta constante por materializar la articulación y unidad de nuestro país, América Latina y el mundo; Resaltamos en memoria de estos compañeros que emprendieron el trabajo en cada uno de sus contextos sociales de la región y que es deber continuar con su legado.

En la comunidad indígena Guanua Rauri-U'wa, territorio ancestral que hace parte de la gran nación U'wa, vereda Rio Negro del Municipio de la Salina, Departamento de Casanare, se desarrolló el evento

Trochando Sin Fronteras, edición 37 Octubre – Diciembre de 2019 de Asou'wa, Ascatidar y la Oric; así como también la Guardia Campesina de Arauca, Boyacá y Casanare.

Este espacio se realizó en miras de avanzar en la consolidación y fortalecimiento a las Guardias Campesinas, Indígenas, Cimarrona y Urbanas de la región, con la misión de salvaguardar los derechos colectivos e individuales, de los procesos organizativos del movimiento social, con el obietivo de seguir articulando y fortaleciendo la organización en la justa lucha por la defensa y permanencia en el territorio, el derecho a la vida y la protección del tejido social. Ya que en los últimos años se han agudizado los conflictos sociales, políticos, económicos y culturales. Así como la venta de recursos naturales al capital extranjero, las reformas nefastas por parte del Estado con el único objetivo de reprimir, el aumento del presupuesto para financiamiento de la guerra y el recorte a los servicios vitales, el asesinato a líderes. territorial en la planta de gas Gibraltar encabeza de dirigentes y defensores de derechos humanos. Lo anterior enmarca la tarea de las demás regiones por seguir avanzando en la constitución y fortalecimiento de las guardias interétnicas, y seguir avanzando en ese mecanismo unificado de nivel nacional que genere el control político, social y territorial.

> consolida con hombres y mujeres formados en temas relacionados con la ley de origen, contexto social indígena y campesino, mandato U'wa, jurisdicción especial indígena, comunicación popular, primeros auxilios y derechos humanos; enmarcados en todas las gestas sociales que se han venido desarrollando al interior del acumulado regional; generando una visión integral del contexto social y político, que cumplimiento de los acuerdos pactados en cada una de las mesas con el Gobierno Nacional y Departamental. el respeto al legítimo derecho a la protesta social y los incumplimientos, los asesinatos de nuestros líderes sociales que reivindican el derecho de la protesta a través de la movilización; como Movimiento Político de Masas Social y Popular del Centro Oriente y organización indígena, se fortalecen en un solo enfoque para proteger nuestras futuras generaciones, teniendo como apuestas el reconocimiento del campesino como sujeto político de derechos y como factor importante

en la seguridad alimentaria del Estado colombiano, llegando a la construcción y consolidación del territorio. teniendo en cuenta que construimos territorio, generamos tejido social, generamos comunidad, y de ahí partir a que "todos somos guardia". Es deber proyectar que la Guardia se reconozca formal y legalmente por el Estado Colombiano, donde tenga su personería jurídica y pueda reconocerse en el caso de los hermanos U'wa como parte del desarrollo de la jurisdicción especial indígena con fundamento en el artículo 246 de la constitución política de Colombia de 1991.

Somos indígenas, somos afros, somos campesinos, somos ciudad, somos la Guardia Interétnica, Campesina y Popular del Centro Oriente de Colombia

https://trochandosinfronteras.info/somos-la-guardiainteretnica-campesina-y-popular-del-centro-orientede-colombia/





"Mettre fin à la Police c'est un rêve commun à de nombreux peuples du monde qui s'organisent sur leurs territoires. C'est le cas de plusieurs régions rurales de la Colombie qui ont mis en place des systèmes de «garde». Un concept d'origine autochtone qui s'est ensuite étendu au mouvement paysan, noir et certains quartiers des zones urbaines. Traditionnellement munis d'un bâton, un bâton qui symbolise l'autorité collective et communautaire, les garde sont aux premières lignes des confrontation avec la police lors des blocages et manifestations, en charge de la sécurité dans les grands rassemblements, elle a également des fonctions de contrôle territoriale. Nous partageons ici dans leurs termes le récit d'une de leurs écoles de formation de la garde interethnique qui articule les gardes urbaines, autochtones, afro-descendantes et paysannes. Un sujet qui fait réfléchir."

# NOUS SOMMES LA GARDE INTERETHNIQUE, PAYSANNE ET POPULARIRE DU CENTRE-EST DE COLOMBIE

Texte tiré du Journal Trochando Sin Fronteras, édition no 37, octobre-décembre 2019.

La garde interethnique, paysanne et populaire naît de la nécessité de défendre les droits humains, territoriaux et collectifs dans le cadre des luttes menées par les communautés de Colombie. Les gardes mises en place dans les régions du centreest et qui donneront vie à la Garde Interethnique remontent aux mobilisations des années 50, 60 et 70 et plus spécifiquement au sein de la Grève civique du Sarare, à partir de laquelle, le peuple mobilisé pour maintenir la discipline et affronter les agressions de la part du gouvernement, constituèrent par la suite la Garde Civique du Sarare, qui plus tard au courant de la décennie 80 et 2000, a été alimentée par les différentes luttes populaires.

Au cours des années 2000, dans le cadre du processus d'unité et solidarité entre les peuples paysans et autochtones, la première expérience de la Garde Interethnique a été mise en place. Le peuple U'was et les paysan.ne.s se sont mobilisés pour la défense de la Terre mère et contre le pillage des entreprises multinationales comme la OXY. C'est ainsi qu'en 2014, 2015 et en 2017, eu lieu le premier exercice de récupération territoriale qui s'est déroulé dans l'usine à gaz de Gibraltar, dirigée par la Garde Interethnique. C'est la démonstration qu'il s'agit là de l'unique façon de contrecarrer les assauts de l'État colombien qui viole les droits des peuples paysans et indigènes.

# La répression d'un mouvement populaire

Françaises

Bien que ce fut la taxe sur le pétrole qui fit déborder le vase déjà trop plein du peuple français, n'en demeure pas moins que ce dernier s'oppose à Macron en tant que représentant du néo-libéralisme européen.

Suite à un appel sur les réseaux sociaux, un mouvement social spontané vu le jour sur différents ronds-points. Discuter politique, se rassembler, bloquer les routes et commencer à établir les revendications furent les premières actions du mouvement. Les aens de ce mouvement commencèrent à parler de démocratie représentative, du RIC (référendum d'initiative citoyenne), de la démission du président Macron, du rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune, du maintien

des services publics; bref une hausse du pouvoir d'achat et de la qualité de vie.

Suivirent des manifestations chaque samed à partir du 17 novembre 2018, blocage des « péages », blocages de routes et ronds-points et de tout autre point

important. C'est à partir de là que le gouvernement voulut vraiment tuer le mouvement avant qu'il grandisse.

En France, habituellement, ce serait à la gendarmerie et aux CRS de faire le maintien de l'ordre. À chaque samedi, les forces de l'ordre gazent et bloquent les manifestants pacifiques, les forçant à se replier au travers des gaz qu'ils sur-utilisent.

À Paris, les samedis, les forces de l'ordre font appel à la BAC, La Brigade Anti-Criminalité, quant à elle supposée s'occuper des quartiers défavorisés et des cités depuis 1994 et censée être formé pour des interventions à risques.

Les policiers du BAC sont sans doute bien armés et équipés, mais ils ne nous ont pas prouvé qu'ils savaient viser si leur objectif est le contrôle de foule.

J'écris ce texte en solidarité avec tous les Français et Françaises J'écris ce texte en solidarité avec tous les Français et Avec leurs LDB40, équipés de visées holographiques militaires EOTech (d'une portée de plus de 40m), ils devraient être capable de viser les jambes, mais malheureusement, les blessé, e, s ne témoignent pas de cela.

> \*LE LBD 40 utilise des balles de 40 × 46 mm, dont les projectiles sont stabilisés donc ainsi une meilleur précision qu'un lanceur de flash-ball traditionnelle.Le LBD 40 peut tirer différents types de balles: caoutchouc, en mousse, assourdissantes, lacrymogènes ou fumigènes.

> à mesure que le mouvement grandit, le gouvernement fait toujours la sourde oreille. Il tente de décourager les supporters par le biais de la manipulation d'informations dans les grands médias de masse. Afin de discréditer le mouvement, ils diffusent les images en boucle de celles et ceux qui

> > tactiques dans la rue et s'en sont pris aux vitrines de banques et aux corps policiers. Lors de l'acte 6. samedi le 22 décembre, un petit groupe de manifestant.e.s est resté bloqué sur une rue, resserré par les forces de l'ordre, 20 camions et beaucoup de policiers, durant

diversité de

ont utilisé une

plusieurs heures. Les manifestant.e.s sont resté.e.s pacifiques, malgré la longue attente. Les forces de l'ordre ont gazé la foule et ont ensuite saisi des manifestant.e.s connu.e.s pour les arrêter et les emmener en cour. le tout visant à les mettre dans l'appareil judiciaire et ainsi tenter de le décourager et peut-être en décourager d'autres.

Acte 7, Acte 8, Acte 9 sont vite venus suivre d'un samedi à l'autre, le mouvement ne semblait pas être tomber la répression policière a donc augmenté d'un samedi à l'autre.

Le mouvement sera marqué par une très importante mobilisation des forces de l'ordre chaque samedi iusqu'à 89 000 policiers(eres), véhicules blindés de la Gendarmerie. Dans l'arsenal policier on y trouve aussi les grenades GLI-F4 qui contiennent de la TNT

## La matraque

Gabriel Duchesneau

Symbole de profilage créateur de l'exclusion A t'frappe dessus Jusqu'à ce que tu craques

est manié par le résultat du brain washing des êtres cons persuadé que d'être machine est vocation

La déontologie est une parodie une arnaque pis y a une chose qui est sûr c'est que la matraque ben a fesse en tabarnaque

l'important est de t' nir son boute de bâton pis d' attendre les ordres de charger au nom de l'irraison du cash pis des pulsion d'fessez sans regretter

s' pour ça qu'avant faut calculer la dope voir si y en a assez pis après c'est certain qu'les pauvre tir filcs son y victime d'I abus d pouvoir une arme c' t'incontrôlable ça fesse tout seul dmandez pas à l'ordre de réfléchir ça été vendu l'ors d'l'entrainement paramilitaire pis, Attention à la matraque a laissera beaucoup de craques a détruira des vies sans arnaque

dans le seul but d' blesser et d' faire regretter d'être et d'exister

Le pouvoir c'est de tuer simonaque, y faut fesser les crânes soyons démoniaque plu a sa fracture et plus c'est sûr,

faut, faut défendre la coorruption faut protéger la population

mais qui nous protège de la police?



Le renforcement, l'institutionnalisation et la consolidation de la Garde, implique un processus de formation interne. La Nation U'wa et le Mouvement politique social et populaire du centre-est de la Colombie, ont réalisé la première école de formation de la Garde Interethnique paysanne et populaire en hommage à Arley Mogollón, Buakubo Tegría, Álvaro Salón, pour la défense, la protection et la sauvegarde des territoires des communautés autochtones, paysannes, afro-descendantes et des centres urbains. Cette formation se base sur le principe de la fraternité entre peuples et sur un effort constant visant à renforcer l'articulation et l'unité en Colombie, en l'Amérique Latine et dans le reste du monde.

Dans la communauté autochtone de Guanua Rauri-U'wa, territoire ancestral faisant partie de la grande Nation U'wa, le village Rio Negro de la municipalité de la Salina, Département Casanare, une formation s'est tenue du 10 au 16 septembre 2018, avec la participation de 17 communautés autochtones de Asou'wa, Ascatidar et du Oric, ainsi que celle de la Garde paysanne de Arauca, Boyacá et de Casanare.

Cette formation a pour but de consolider et renforcer les Gardes paysannes, Autochtones et Afrodescendantes et Urbaines de la région. Leur mission est de veiller à la protection des droits collectifs et individuels, des mouvements sociaux, et de soutenir la lutte pour la défense et la permanence sur le territoire, le droit à la vie et la protection du tissu social. Une mission essentielle compte tenu de l'intensification des conflits sociaux, politiques, économiques, culturels au cours des dernières années sur les territoires.

La vente des ressources naturelles aux capitaux étrangers, les réformes néfastes imposées par l'État qui ont pour unique objectif de réprimer les peuples, l'augmentation du financement de la guerre jusqu'aux coupures dans les services sociaux, les assassinats de leaders sociaux et défenseurxs des droits humains, sont autant de raisons de se mobiliser. Pour toutes ces raisons, les autres régions doivent continuer à progresser dans la mise en place des Gardes interethniques et continuer d'instaurer un contrôle politique, social et territorial unifié.

La Garde Intertechnique paysanne et populaire est constituée d' hommes et de femmes formées sur des questions liées au droit des premières nations, au contexte social autochtone et paysan, au mandat du peuple U'wa, aux juridictions spéciales autochtones, à la communication populaire, aux premiers soins et aux droits humains; les membres de la garde doivent développer une vision globale du contexte social et politique, ce qui implique la protection des droits des peuples.

Leur formation permet de développer une approche unifiée visant à protéger les générations futures, la reconnaissance de la paysannerie en tant que sujet politique défendant la sécurité alimentaire, préservant la vie sur le territoire. Les pratiques de la garde doivent tenir compte du fait que nous construisons le territoire, nous générons un tissu social, nous générons de la communauté, et c'est pour cela que « nous sommes tous et toutes des gardes ». Nous revendiguons que la Garde soit reconnue officiellement et juridiquement par l'État colombien, qu'elle détienne un statut juridique et qu'elle puisse être reconnue dans le cas des peuples U'wa dans le cadre du développement de la juridiction autochtone spéciale fondée sur l'article 246 de la Constitution politique de la Colombie de 1991.

# We are the Peasants' and Peoples' Interethnic Guard of Centro Oriente, Colombia

8 February 2019 Trochando Ambiente y Territorio We are the grassroots of the Indigenous and Afro-Colombian peoples, the peasants, and the city neighbourhoods

Trochando Sin Fronteras, no. 37, October-December 2019

The Peasants' and Peoples' Interethnic Guard is a movement arising out of the need to defend territorial, collective and human rights in the context of the advocacy process led by the communities of the province of Centro Oriente, Colombia. The early stirrings of the movement that gave birth to the Interethnic Guard date back to the mobilizations of

the 1950s, 1960s and 1970s, and more specifically the Sarare general strike, in which the people, mobilized to maintain discipline and face down the government's aggressions, created the Civil Guard of Sarare. Later, in the 1980s and the 2000s, this movement was joined by other popular struggles.

11

For the 2000s, within the framework of the process of peoples, an initial experience of the Interethnic Guard took place, in which members of the U'wa people and peasants mobilized to defend Mother Earth from being looted by the multinational corporation OXY. The years 2014, 2015 and 2017 witnessed a process of land recovery at the Gibraltar gas plant, spearheaded by this Interethnic Guard. This movement demonstrated that this is the only way to counteract the Colombian government's assault on the rights of peasants and Indigenous people.

In the effort to consolidate the Guard, a training process is envisioned as a means of strengthening and institutionalizing it. To this end, members of the U'wa Nation and the Social and Popular Mass Political Movement of Centro Oriente held the inaugural session of a training school for the Interethnic Guard in tribute to fallen comrades Arley Mogollón, Buakubo Tegría, and Álvaro Salón. The mission is to defend, protect, and safeguard the territories of the Indigenous, peasant, and Afro-Colombian peoples and the urban centres, based on the eternal principles of fraternity and solidarity between peoples, in an unstinting effort to bring about the coordination and unity of our country, Latin America, and the world. We salute these comrades. who undertook this work in each of their social contexts within the region — a duty that now falls upon us all.

The training event took place from 10 to 16 September 2018 in the Indigenous community of Guanua Rauri-U'wa, an ancestral territory belonging to the great U'wa nation, in the Rio Negro District of the municipality of La Salina, department of Casanare. Its participants consisted of members of 17 communities of Asou'wa, Ascatidar, and La Oric as well as the Peasant Guard of Arauca, Boyacá and Casanare.

This event was held with a view to furthering the consolidation and strengthening of the region's Peasant, Indigenous, Afro-Colombian and Urban Guards, with a mission to safeguard the collective and individual rights and the organizational processes of the social movement. The objective is to continue articulating and strengthening the organization as it fights for the right to struggle for the defence and retention of the territory, the right to life, and the protection of the social fabric, since recent years have seen a recrudescence of social, political. economic, and cultural conflict. To these concerns must be added the sale of natural resources to foreign capital, the government's nefarious reforms whose sole objective is repression — its increased war budget, and its cutting of vital services, along

with the assassination of leaders, advocates, and unity and solidarity between peasants and Indigenous human rights defenders. This is the framework for the task of the remaining regions, which must continue making progress on the creation and strengthening of the interethnic quards, and continue to solidify and unify this mechanism, which generates political, social, and territorial control, at the national level.

> The Peasants' and People's Interethnic Guard is composed of men and women trained in areas relating to Indigenous law and knowledge (ley de origen), the Indigenous and peasant social context, the U'wa mandate, the Special Indigenous Jurisdiction, popular communication, first aid, and human rights. This work is carried out within the broader framework of all the societal deeds and developments that have been taking place within the region. The result is a comprehensive vision of the social and political context, with the ultimate aim of safeguarding the people's rights, fulfilling the accords signed at each of the tables with the national and departmental governments, guaranteeing respect for the legitimate right of social protest, and combating violations of this right, including assassinations of social movement leaders who have been demanding the right to protest through social mobilization. In the form of the Social and Popular Mass Political Movement of Centro Oriente and an Indigenous organization, they are coming together with a laser focus on protecting our future generations. Their commitment is to obtain recognition for the peasant as a political subject of rights and as an important player in Colombian food security. Ultimately, this is seen as leading to the construction and consolidation of the territory, with the understanding that we all build the territory, we all generate the social fabric, and we all generate community; hence the slogan, "we are all the Guard."

It is our duty to strive for the formal and legal recognition of the Guard by the Colombian government, so that it has legal standing and can be recognized in the case of our U'wa brothers and sisters as a part of the development of the Special Indigenous Jurisdiction, based on Article 246 of the Colombian Constitution of 1991.

We are Indigenous people, Afro-Colombians, peasants, city dwellers — we are the Peasants' and Peoples' Interethnic Guard of Centro Oriente, Colombia.

# Ni justice, ni paix Ni dans la tête, ni dans les rues

Il y a longtemps, plus d'un an, que j'ai décidé d'écrire c'est nous ces mots

Ce n'était pas le temps, je n'étais pas confiant, ça me touchait encore trop

Mon expérience, mon vécu, bien que ce ne soit pas

Ça ne m'a pas empêché de le vivre comme un coup un peu trop dur qui m'a été asséné

Des coups durs, des érafflures, pourtant on y était préparé.es

Trois groupes, déjà formés, chacun avait son rôle à

Déjà rassemblé.es, toustes motivé.es, hors de question de les laisser passer

¡No pasarán!, qu'on criait, les fascistes ne passeraient pas en impunité

Notre rôle, notre plan, c'était de porter assistance, de protéger

Quelques medics, quelques motivés, pas question que nos camarades soient blessé.es

On devait simplement escorter, panser, mais c'est nous qui avons été visés

Pas par les fachos comme on aurait pensé, mais par les flics qui s'étaient cachés

La fouille, les bêtises, même pas besoin de raconter, on est toustes habitué.es

Arrestation préventive qu'ils nous ont dit, avec accusations criminelles pour nous intimider Propos dégradants, camarades mégenré.es, "qu'estce que t'as entre les jambes" qu'il lui ont demandé Avant de nous enfermer, toute la journée, sans eau, sans bouffe, les fenêtres ouvertes pour nous faire

Six mois sans procès, nous on n'a pas chômé, on voulait réparation de ces immondices Mais les avocat.es nous ont fait comprendre, c'est un système judiciaire, pas de justice

On aura jamais eu gain de cause, malgré le bris de la Convention de Genèves pour les sévices

C'est ça qui crée les révolutionnaires, quand les idéalistes sont en câlice

C'a été l'histoire pour 44 personnes, le 25 novembre 2017. La plus grosse manif fasciste depuis les années 30 sur le territoire non-cédé qu'on appelle Ville de Québec. Pendant que des miliciens d'extrême droite paradaient armés et prêts à nous attaquer, c'est à eux que la police a tourné le dos,

qu'ils ont ciblé.es et enfermé.es. Je voulais écrire ça quand pour moi c'était hier, mais



ça prend du temps pour se remettre d'un choc comme celui-là quand c'est la première fois que tu es détenu.e et qu'on fait exprès pour t'oublier là, mouillé.e, presque nu pieds sur le ciment de la cellule, sans nourriture, sans eau. C'est encore plus fâchant et dépitant quand en plus, alors qu'on te fait marcher vers les salles d'interrogatoire pour te faire servir un paquet de bêtises même pas couvertes, tu t'aperçois qu'ils ont fait exprès pour ouvrir les fenêtres par -4 degrés, juste pour te faire geler, sachant qu'ils t'ont fait attendre 20 minutes le cul dans la slush. C'est tout aussi révoltant quand tu sais que parmi tes camarades, il se trouve quatre personnes qui sont ici avec un visa et qu'ils ne prendront certainement pas le temps de faire venir un.e avocat.e pour l'interrogatoire, même si ces personnes ne connaissent rien du système canadien. Mais quand ensuite tu apprends que ta cause est perdue d'avance, parce que le système qui est sensé t'apporter un peu de justice ne considère même pas les bris de la Convention de Genèves comme étant suffisants pour condamner si les victimes n'ont pas gardé de traces physiques de leurs sévices, que seul un montant d'argent réclamable peut justifier de telles démarches, ça te laisse sans mots. En temps normal, j'ai une grande queule qui ne cesse jamais de se faire aller, mais quand j'ai appris ca, en mai 2018, ça m'a cloué le bec en plus de me scier les bras.

Il y a une différence entre le savoir et le vivre. Je savais déjà que la police est une institution répressive dont la fonction est d'assurer le statut quo de l'ordre capitaliste, de protéger les riches et les puissants de celleux qui voudraient ramener une véritable justice sociale ou même ne serait-ce qu'en parler. Je savais déjà qu'on ne peut pas et qu'on ne doit pas faire confiance aux personnes qui, de leur plein gré et en toute connaissance de cause, rejoignent cette institution fondamentalement nuisible. Je le savais déjà, mais le 25 novembre 2017, je l'ai vécu : il n'y a pas de paix sans justice et il ne peut y avoir de justice tant qu'il y aura de la police.

## Financer la matraque plutôt que le social

Une travailleuse et un travailleur du Comité communautaire du SITT-IWW Montréal.

Une travailleuse et un travailleur du Comité communautaire du SITT-IWW Montréal.

On le sait, notre filet social est attaqué de toute part. Sous des prétextes aussi cheaps que mensongers, l'État se déresponsabilise au plus grand bonheur du patronat. En santé, dans les services sociaux et en éducation, ça fait dur. On nous demande de faire plus chaque année avec moins ou aussi peu. On voit les gens qu'on accompagne manger la volée au niveau économique et sociale, sinon littéralement; et par manque de ressources, on se brûle et on s'épuise. Le burn out musical, c'est la réalité pour la majorité des personnes qui travaillent dans le milieu communautaire.

Par contre, nous, travailleuses et travailleurs du communautaire, avons des « partenaires » souvent imposés qui ne vivent pas cette violence du capitalisme, ou même pire qui appliquent directement cette violence, à savoir les policiers. D'ailleurs, leur nombre, leur matériel et leurs ressources ne cessent de grossir. C'est donc dire que l'État et ses différents paliers investissent massivement dans la répression, le profilage et l'intimidation plutôt que dans l'inclusion, la prévention et les divers services sociaux (santé, éducation, communautaire, etc.). C'est un choix politique.

En travail de rue dans le Village et le Centre-ville, on a trop souvent l'occasion de voir à l'oeuvre les agents des postes de quartier 21 et 22. Un beau cocktail d'intimidation, d'harcèlement et de profilage envers les personnes en situation d'itinérance ou marginalisées. Il y a les agents qui donnent de faux quadrilatères (une interdiction d'être sur un territoire) aux personnes de la rue, se donnant illégalement le statut de juge. Il y a les flics qui interpellent systématiquement les jeunes du quartier par leur nom de famille en leur demandant s'ils sont sous mandat, question de savoir s'ils peuvent les arrêter et de leur rappeler qui sont les boss. Il y a les policiers qui embarquent les jeunes et moins jeunes, leur confisquent leur dope, les emmènent loin dans l'Est de la ville pour mieux les abandonner sans manteau ou soulier, loin de leur coin habituel. Il y a les policiers qui, en parlant du parterre en terre battue rouge au Nord du parc Émilie-Gamelin où des consommateurs s'installent, appellent cet espace la «litière».

On jurerait (sic) que leur rôle est de faire sentir aux « indésirables » que leur présence dans cet environnement très commercial est à peine tolérée... Beaucoup d'argent investie qui serait plus que la bienvenue dans le secteur communautaire. Faut croire que les priorités des instances publiques ne sont pas les mêmes que les nôtres.

En plus, on se retrouve souvent à dealer avec les policiers dans les instances de concertation auxquelles on participe. Il est plutôt ironique de voir que les flics sont considérés comme des acteurs importants pour discuter de thèmes comme la lutte à la pauvreté ou l'amélioration du bien-être et de la sécurité des personnes vivant différentes problématiques. Les voir prendre la parole sur ces enjeux est non seulement pénible mais aussi très frustrant quand on sait très bien que nos recommandations, travailleurs et travailleuses du communautaire, ne seront pas réellement prises en compte et que l'institution pour laquelle ils travaillent fera exactement le contraire, c'est-à-dire continuer de réprimer et criminaliser les pauvres et les marginaux. Pire encore, on sait très bien que lorsqu'on fera une manifestation communautaire, pour finalement faire entendre nos revendications, nous qui travaillons quotidiennement avec les personnes les plus précaires, ils seront là pour nous surveiller, voire nous matraquer si on a le malheur d'être trop dérangant-e-s.

Comme travailleuses et travailleurs du communautaire, nous dénonçons la brutalité policière, l'impunité quasi totale dont bénéficie la police, mais aussi nos différents paliers de gouvernement qui non seulement sanctionnent ces gestes mais les subventionnent à coups de centaines de millions chaque année. C'est pourquoi nous invitons nos camarades et allié-e-s du communautaire à participer à la manifestation contre la brutalité policière du vendredi 15 mars prochain. Solidarité!

Crédit photo : L'activiste



# Témoignage

Gabriel Duchesneau

Le 1er mais 2012 au Centre-Ville de Montréal près du centre Eaton, trois flash bombes ont été de lancées avec des gaz irritants, j'ai déposé le drapeau rouge que je portais pour prendre mon petit masque blanc dans mon sac à dos pour me protéger des gaz irritants. En me relevant il y avait une trentaine d'antis émeute en ligne horizontale sur la rue Maisonneuve et un blocage de militants en face de moi. Effrayé je tournais la tête devant et derrière. J'ai vu un policier soulever sa matraque au-dessus de ma tête, il m'a assommé et j'ai été projeté, et je suis tombé à 4 pattes, j'entendais BOUGE! BOUGE! BOUGE! En petit bonhomme par terre je constate que je suis entouré de boucliers. Tant bien que mal, assommé, j'ai essayé de me lever et bang, un policier me donne un gros coup de bouclier, j'ai crié LÂCHER MOÉ SI VOUS VOULEZ QUE JE PARTE. Quelques minutes plus tard, j'ai repris connaissance, je me suis mis la main derrière la tête et j'avais l'impression que je pouvais rentrer ma main dans ma tête. Je n'ai pas été arrêté et les policiers ne m'ont pas porté secours. Ils sont partis. Des manifestants m'ont aidé et ont téléphoné è l'ambulance.

Quand je suis arrivé à l'hôpital les médecins ont constaté que la fracture était ouverte et ils voyaient mon cerveau à l'œil nu. J'avais une triple fracture du crâne enfoncée et une hémorragie cérébrale. J'ai passé la nuit aux soins intensifs

J'ai été hospitalisé durant deux jours j'ai eu deux semaines de convalescence.

J'ai attendu six ans et demi avant d'avoir un procès contre la Ville. J'ai changé trois fois d'avocat, j'ai eu des menaces de la Ville de faire tomber mon procès!

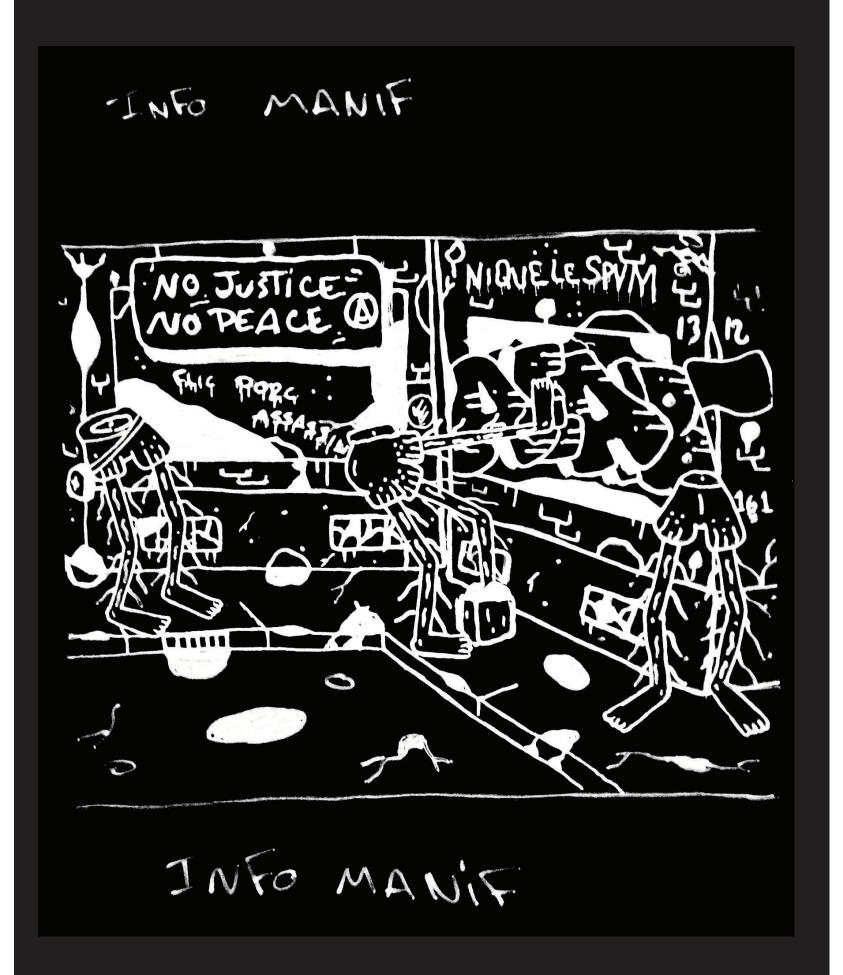
Le post traumatisme de l'évènement m'a amené à consommer pour sortir des cauchemars qui se manifestaient tant en état d'éveil qu'en sommeil profond. Je voyais la police qui m'entourait et me matraquait à la tête, ces images obsessives me hantent depuis 2012. J'ai entendu nombre d'histoires de militants qui se sont suicidés suite aux évènements de 2012.

C'est vraiment dur et je n'ai pas d'aide, les spécialistes jugent que je ne suis pas assez magané pour recevoir des services

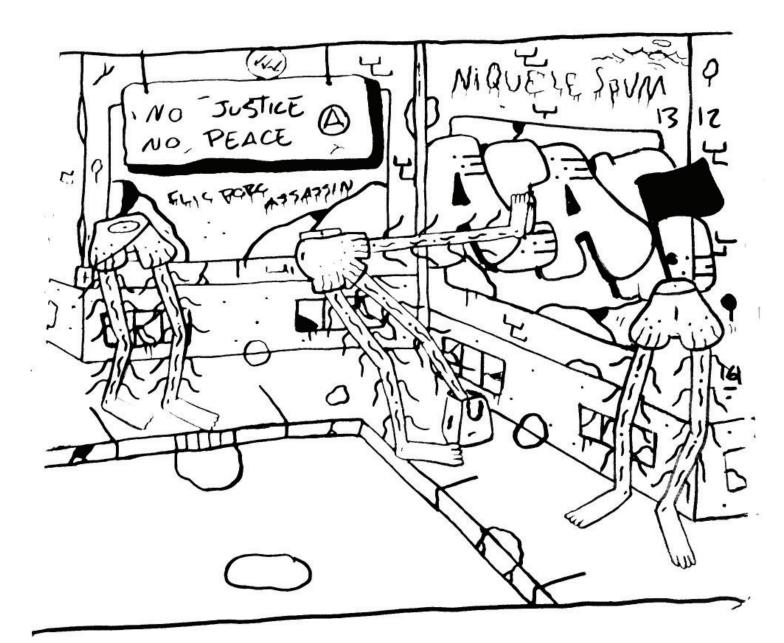
Le 3, 4, 5 et 6 décembre 2018 j'ai eu mon procès qui s'est terriblement mal déroulé. Personne ne nous défend, ni nous prépare et je ne peux pas parler ici de l'attitude de la cour.

A quatre ans et demi j'ai eu un cancer du cervelet, donc au moment du matraquage j'avais déjà un statu d'handicapé, cela n'a pas été pris en compte lors du procès. En fait cela s'est retourné contre moi étant donné que j'étais déjà magané il a été conclu qu'il n'y avait pas de conséquences à l'être un peu plus. Ce qui est une aberration totale. On ma traiter de manifestant professionnel car je milite depuis 2005 et j'ai participé à 150 manif en 2012. Il a été conclu que je connaissais Montréal par cœur et que je pouvais prévoir que j'étais en danger et que si j'ai été matraqué c'est que je l'ai cherché. Je considère cette décision comme pure profilage politique

Gabriel Duchesneau



# INFO MANIF



INFO MANF